

Centre Flora PATRONNES OU FÉMINISTES

Flora Tristan. Un centre pour les femmes en 76, un petit groupe crée SOS Femmes simple permanence téléphonique. Ces personnalités féministes : elles obtiennent mars 78 s'ouvre le centre. Le premier « pour dénoncer le problème ». Aujourd'hui déchirure et de scandale.

C'est une vieille petite maison à Clichy. Y sont hébergées environ 30 personnes, femmes et enfants. Les problèmes pour ces femmes qui arrivent sont terribles : le mari qui vient parfois menacer, les démarches pour trouver du travail, logement, école, et surtout le drame, l'engrenage infernal, de soumission, de peur, de besoin. Beaucoup vont rester là longtemps, jusqu'à 6 mois. En 8 jours, rien ne peut se passer. Il faut une rupture profonde. Apprendre à la fois la solitude et la solidarité.

enthousiasme, euphorie

Trente personnes. Plus toutes qui appellent, qu'on ne peut héberger, mais qu'il faut aider. Cela fait beaucoup de temps. Les pionnières qui tiennent le bureau de l'association SOS Femmes Alternative délèguent donc le travail sur le tas à 7 permanentes, dont certaines sont déjà rôdées : permanences téléphoniques, dactylo, etc. bref un certain partage des tâches.

Mais c'est l'enthousiasme. Toutes des militantes. On ne se soucie que du centre, des femmes qui y vivent, du féminisme. Les subventions viennent de la DASS, transitent par le bureau SOS Femmes, mais on se fait confiance. Les permanentes organisent une sorte d'autogestion : aucune hiérarchie, répartition des tâches à la semaine, partage des salaires. Pas de règlement intérieur, des consignes souples.

Mais bientôt des grains de sable font grincer l'engrenage, et en l'espace de dix mois, c'est devenu une poudrière, la guerre règne. D'un côté quatre femmes, le petit bureau d'une association fantôme (le bureau s'est pratiquement coopté et il semble qu'il ait refusé des adhésions) de l'autre, les permanentes.

comment naît la guerre ?

L'historique est difficile à faire, tant se sont accumulés les heurts, les peaux de banane. Un fait cependant éclairant : en juin 79, une per-

Tristan :

s battues. A l'origine, s Alternatives : une ines sont des ent des crédits et en and centre. Un phare lui c'est un lieu de

manente, titrée directrice (car la DASS réclame une hiérarchie et l'on fait semblant), pose, par suite de troubles de caractère, une série de problèmes graves dans le Centre. Finalement le bureau obtient sa démission, sans qu'aucune des autres permanentes l'aient demandée. Mais si ces dernières sont soulagées, le bureau semble digérer mal sa propre action. Un mélange de culpabilité, un certain désir de reprendre les chances en main, un goût du pouvoir qui naît ? Les conflits se succèdent. Peut-être en partie pour réintégrer cette « démissionnaire », le bureau projette de séparer les enfants des mères, de leur donner un lieu à eux, « à l'abri » des problèmes. Les permanentes contestent, arrivent à bloquer la décision.

Mais les avanies se succèdent dès lors : on leur retire le compte-chèques, et c'est l'acrobatie pour gérer le centre ; on leur impose un règlement intérieur, on essaie de réintroduire la hiérarchie. Prétextant qu'elles ne font pas de réflexion théorique, le bureau convoque les femmes hébergées les plus « intéressantes » (?) à des débats de fond sur la violence, en créant une division inadmissible.

Les permanentes sont accusées de tout : elles « gèrent la pénurie », elles n'ont pas de réflexion théorique, elles ne sont même pas féministes ! Non, bien sûr, elles n'appliquent pas de beaux discours sur le vécu de ces femmes, elles savent trop que la violence subie n'est pas faite que de coups, mais aussi de discours. Elles préfèrent chercher à faire jaillir le rire. Et « faire simplement un bout de chemin avec ces femmes qui ont franchi ce pas ».

On leur reproche d'être responsable des échecs. Mais quels échecs ? Parmi celles qui acceptent de rester plus de 8 jours, 20 % seulement retournent chez leur « frappeur ». Une vraie réussite, les pourcentages habituels d'échecs sont autrement plus élevés dans les foyers de la DASS. Mais pour prouver qu'il y a échec, on est allé jusqu'à insinuer qu'elles auraient incité des femmes à se prostituer.

licenciement abusif

Face à un bureau qui se comporte de plus en plus comme un patron, les permanentes finissent pas se comporter en employées, elles consultent les Conventions Collectives et s'aperçoivent de plusieurs inégalités. Mais vlan, aussitôt le coup de trique arrive. Une permanente, Eliane, prenant sa 4^e semaine de congé, a pourtant averti par lettre (sans accusé de réception). Convoquée Dieu sait pourquoi cette semaine-là par le bureau, elle ne peut s'y rendre, et trouve à son retour une lettre de licenciement « pour abandon de poste ! ».

Les permanentes déjà complètement écœurées font bloc : recours au syndicat, trois jours de grève, et une journée portes ouvertes avec conférence de presse, puis création d'un comité de soutien féministe (1). Mais aucune démarche n'arrive plus à enrayer la désintégration.

Des tentatives de conciliation devant une coordination des groupes femmes n'ont abouti à rien. Le bureau essayant en vain d'expliquer l'impossible, mais ne voulant pas reculer d'un pas, a fini par lâcher : « nous détenons le pouvoir, il faudra arriver à une voie plus legaliste ». Quoi ? Mystère. Pense-t-elles remplacer l'équipe de permanentes par des « spécialistes » ? Faire régner l'ordre par le pouvoir ?

Ce conflit empoisonné menace le centre, démolit ces femmes. Une des seules issues serait de redonner vie à cette association, d'empêcher ces rapports de pouvoir, fondés sur la division des tâches.

Comment des féministes ont-elles pu en venir là ? Le rôle de leaders qui se croient toujours autorisées à penser à la place des autres ? Mais surtout le rôle de patron qui, sous la couverture du bénévolat, s'est vite moulé sur les bonnes origines bourgeoises. Et ainsi se rompt la solidarité de la « classe » des femmes.

lecteurs, à vos plumes

Mais aussi, il y a toute une réflexion à faire sur ce qu'est ce genre de centre : sa taille, sa fonction de centre-pilote, son ancrage impossible dans la vie de quartier... Cela rejoint les thèmes d'un débat qui renaît avec acuité, dans le mouvement des femmes, et ailleurs, sur la reprise en charge de nos luttes dans les institutions, ou sur la poursuite d'une pratique parallèle, en marge, plus ou moins illégale : ce qu'on pourrait appeler un « mouvement alternatif ». C'était l'objet d'une commission lors de l'AG nationale des groupes femmes qui s'est tenue à Paris en novembre. Un groupe s'est constitué pour continuer la réflexion.

Ce débat rejoint un des thèmes de

Partis Pris. Il faudrait que tous ceux et celles qui rencontrent ces questions dans leur pratique, dans les mouvements sociaux, nous écrivent. Je lance pour ma part les pistes suivantes, concernant les femmes.

• le mouvement alternatif

— Pourquoi est-il si faible en France. Poids de l'appareil d'Etat ? du PC ? Individualisme ?

— Pourquoi avons-nous souvent cette pratique « d'assistantat », de « bonnes sœurs rouges », dans le MLAC entre autres ? Est-ce le fait de notre extériorité de femmes qui pourraient s'en tirer individuellement, grâce à nos privilèges, de classe sociale, de temps, de culture ? Ne pouvons-nous pas dépasser cela par une plus forte solidarité, l'oppression étant commune à toute la « classe des femmes », et rien ne pouvant se résoudre individuellement ?

— Est-il toujours évident que les femmes aidées puissent aider à leur tour, dans ce domaine-là où nous les attendons avec nos bottes de militantes ? Cette pratique parallèle, ne la vivons-nous pas justement avec un volontarisme militant, pas assez comme un mode de vie nouveau où nous serions comme « poisson dans l'eau » ?

— Ou au contraire nous en écartons-nous parce que nous pensons que nous ne construirons pas assez un rapport de force, que nous allons être marginales ou récupérées ?

• le travail dans les institutions (centres d'orthogénie, planning, centres de femmes battues, etc.)

— Quels bilans ? Poids des structures ? Pressions des organismes qui financent ? des mairies ?

— Comment s'articulent les rapports entre spécialistes et bénévoles, entre l'institution et les personnes qui y ont recours ?

— Y-a-t-il place pour une pression de l'extérieur ? Cette pression peut-elle exister sans un rapport de forces construit ailleurs et basé sur une pratique parallèle ? Autrement dit peut-on avancer sans être piégé, si on ne marche pas sur les deux jambes : voie legaliste et pratique marginale.

— Si nous ne pouvons mener les deux voies dans cette période de repli, laquelle privilégier ?

Nous devons rassembler nos expériences. C'est un problème-clé pour aujourd'hui, pour débloquer nos luttes. Sans quoi les mouvements, et en particulier le féminisme, risquent fort d'être réduits à de simples courants de pensée, incapables de transformer la vie quotidienne.

Francine Comte

1) On peut prendre contact soit à Flora Tristan, 7, rue du Landy, Clichy, soit écrire au local du MLAC, 34 rue vieille du Temple Paris.